

Bulletin d'histoire politique

L'isolationnisme ou le refus de l'Europe: les Canadiens français, les Américains et la Deuxième Guerre mondiale

Donald Cuccioletta



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063480ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063480ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cuccioletta, D. (1995). L'isolationnisme ou le refus de l'Europe: les Canadiens français, les Américains et la Deuxième Guerre mondiale. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 129–136. <https://doi.org/10.7202/1063480ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'ISOLATIONNISME OU LE REFUS DE L'EUROPE: LES CANADIENS FRANÇAIS, LES AMÉRICAINS ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Donald Cuccioletta

*Étudiant au doctorat et chargé de cours,
département d'histoire, Université du Québec à Montréal*

Lorsque nous avons entrepris la recherche pour faire cette communication, la question s'est posée de savoir comment attaquer la problématique «Les Canadiens français et la Deuxième Guerre mondiale», d'une manière différente par rapport aux travaux antérieurs. Comment jeter un nouveau regard sur cette période? Comment, tout en restant fidèle aux faits et gestes, pourrions-nous construire un historique qui déborde le cadre de l'étude du peuple canadien-français uniquement en fonction du territoire géographique qu'est le Québec? Comment tenter de revoir cette histoire et plus particulièrement certaines périodes, dont celle qui nous intéresse ici, en fonction du plus vaste territoire de l'Amérique et peut-être de réviser cette histoire en fonction de l'appartenance du peuple canadien-français au continent américain.

Ainsi, cette communication propose qu'on se penche sur la participation à la Deuxième Guerre mondiale et aussi sur le refus de la conscription dans le cadre de l'américanité du peuple canadien-français. Il m'apparaît aujourd'hui qu'il devient nécessaire de réexaminer l'histoire du peuple canadien-français à travers le concept d'américanité. Cette américanité qui démontre clairement comment ce peuple faisait et fait encore partie de la dynamique nord-américaine et aussi comment ses racines culturelles sont issues du continent et forgées par lui.

De manière directe, je propose qu'il faut examiner et envisager la participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale en fonction de leur appartenance au continent nord-américain. Nous savons que les élites de cette période demeuraient, vis-à-vis la guerre, pour la plupart très attachées culturellement et sentimentalement au mode de vie du continent européen et plus particulièrement à la France. Le peuple (classe

ouvrière, classe moyenne, sans travail, etc.), au contraire, fondait sa culture (comme aujourd'hui) et tirait son imaginaire du continent nord-américain. Le peuple canadien-français doit son existence au continent, ses racines sont d'ici et sa culture a subi le métissage de ce même continent. Comme nous l'explique René Lapierre quand il nous parle de l'Amérique: «L'Amérique, n'est pas un thème ou une manière, mais un fond, c'est-à-dire, plus exactement l'exigence qui s'impose à nous de formuler esthétiquement quelque chose d'essentiel, une relation à la langue et aux objets du monde, que la culture française ne suffit pas à structurer, (du moins pour nous) et pour laquelle, en fin de compte, elle ne fournit pas les métaphores ni la rhétorique adéquates»¹.

Sur cette question d'identité, Jean Morisset, géographe de l'Université du Québec à Montréal, poursuit dans cette même direction quand il nous dit: «Si le Canadien fut conquis avant même d'avoir entrepris sa révolution nationaliste contre la France, sa conquête fut d'un seul coup sa révolution fondatrice... Le Canada s'avère donc la seule formation du Nouveau Monde où des Européens déjà américanisés, les Canadiens, furent conquis par une Europe ennemie, l'Europe britannique, pour être rejetés simultanément par leur mère-patrie la France. C'est pourquoi le Canadien fut le tout nouveau ressortissant du Nouveau Monde à ne disposer que d'une identité américaine, bien avant la naissance des États-Unis d'Amérique»².

Ainsi on peut comprendre Louis Hartz dans *Les enfants de l'Europe*, quand il nous dit que les Canadiens français ont le droit historique d'être les premiers colons européens à se nommer américains. L'histoire de l'exploration du continent en témoigne amplement. Donc, les Québécois sont prioritairement d'ici et en conséquence, suivant cette logique, toutes les décisions et les prises de positions de ce peuple devraient être maintenant réexaminées à la lumière de leur américanité. En partant de ce constat, nous devons réévaluer la participation et le refus face à la Deuxième Guerre en fonction de cette appartenance à l'Amérique.

Alors pourquoi la crise de la conscription de 1942? Pourquoi ce refus en dépit d'une augmentation des effectifs du volontariat (12 % à 19 %) par rapport à la Première Guerre mondiale? Où se situait l'allégeance des Canadiens français? Pourquoi nos voisins du même continent (les États-Unis) étaient-ils si souvent pris en exemple comme modèles du refus?

En général, quand nous regardons cette période difficile de notre histoire, nous nous attardons sur les écrits et les prises de positions des élites (intellectuels, universitaires, journalistes spécialisés, professionnels, etc.) de la société, mais l'analyse de la crise passe rarement par un examen des

positions populaires (classe ouvrière, classe moyenne, petits commerçants, sans travail, etc.) Le peu de littérature présentée à partir de ce point de vue en témoigne. Ce focus sur le peuple demeure important, parce que je prétends que c'est précisément le peuple qui adhère et vit davantage son américanité alors qu'au contraire, les élites renient ce côté de leur dualité culturelle.

Ainsi, face à la crise de la conscription, nous avançons que le refus de la conscription était simplement un reflet des discours que tenaient les élites de la période. Malheureusement, le peuple n'a pas eu et n'aura probablement jamais ses propres chroniqueurs pour enregistrer ses faits et gestes et défendre ses opinions. C'est la raison pour laquelle cette communication s'est attardée sur des articles qui apparaissent dans *La Patrie* et *La Presse* de Montréal (deux organes populaires), entre 1936 et 1942. Par l'analyse des textes, notre communication tente de cerner le sentiment populaire, évidemment influencé par le discours des élites, concernant surtout le lien entre le refus de la conscription et l'appartenance géographique et culturelle.

Peut-il y avoir une autre raison, un autre sentiment, une autre logique, une autre vision, qui fait que le peuple canadien-français a refusé la conscription? En parcourant les dits journaux, on constate d'abord que le peuple canadien-français comprend très bien les enjeux de la guerre. Conséquemment nous pouvons rejeter l'opinion voulant que ce peuple n'était pas éveillé aux enjeux du conflit. Au contraire, les journaux populaires faisaient très bien leur travail et c'est justement par ces articles sur la guerre que s'explique l'augmentation du volontariat de 12 % à 19 %.

De plus, en parcourant ces mêmes journaux, nous pouvons dénoncer comme caricature l'accusation voulant que les Canadiens français dans leur ensemble aient été sympathiques au fascisme et pour cette raison anti-conscriptionnistes. Il ne faut pas nier que certaines élites trouvaient une solution aux problèmes économiques de la crise dans le corporatisme à l'italienne et que le Québec ait eu ses sympathisants nazis, comme l'Ontario et l'Alberta ont eu leurs KKK. «Nos gens ne voudraient pas la dictature fasciste, ils n'abandonneraient pas la démocratie, ni le gouvernement responsable: ils se borneraient tout au plus à corriger le système actuel», nous dit Paul Gouin³.

Non, la question du refus est plutôt reliée à la question d'appartenance. «Une patrie le Canada», nous dit *La Patrie* dans son numéro du 5 décembre 1938. «Avant d'être Anglais ou Français, notre premier devoir est d'être Canadien», poursuit l'article. Advenant une guerre, la neutralité, comme nos voisins du sud qui réclament et pratiquent depuis la fin de l'époque du

Président Wilson leur neutralité et placent devant tout leur souveraineté claire, précise et définitive», ajoute l'article. Souvent dans les journaux populaires, comme le souligne cette citation, les positions des Canadiens français s'appuyaient sur la politique des États-Unis. Souvent l'isolationnisme alors pratiqué par les États-Unis était cité en exemple.

«Les États-Unis peuvent, face aux autres nations du monde, choisir entre leur participation ou non et ceci sans récriminations». Cette phrase revient constamment dans le discours repris par les journaux populaires. Ainsi les États-Unis étaient vus comme un phare de démocratie, vis-à-vis la prise de position face à la guerre. Nulle part, dans aucun des journaux que nous avons scrutés, il n'existe de critiques envers la politique isolationniste des États-Unis. Au contraire, les États-Unis sont cités en exemple. André Laurendeau, dans sa sortie contre l'application de la censure, éprouvait de l'amertume, parce que la lutte pour la liberté commençait au pays par la mort des libertés et il ajoute: «c'était d'autant plus sensible puisque nous vivons à côté des États-Unis»⁴.

Donc l'isolationnisme des États-Unis était perçu par les Canadiens français comme un symbole de liberté. Liberté de décider volontairement face à une participation. Jamais les États-Unis sont accusés d'avoir manqué à leur devoir. Au contraire, leur courage est souligné et l'on appuie leur volonté de prendre le temps nécessaire pour bien évaluer, comme peuple d'Amérique, leurs intérêts dans ce conflit. Dans *La crise de la conscription*, André Laurendeau écrit: «Roosevelt venait de déclarer la neutralité de son pays jusqu'à Pearl Harbour, nous allions être le seul pays américain à participer à la guerre. Nous nous demandons pourquoi, seul en Amérique, nous devons participer à la croisade des démocraties: pourquoi seul en Amérique, nous étions privés de la liberté de juger cette guerre». (p. 57)

En examinant cette citation d'André Laurendeau, nous pouvons remarquer que celui-ci définit le Canada, comme pays d'Amérique, comme américain. Il faut signaler aussi qu'à l'époque, pour l'ensemble d'un peuple, le Canada demeure la patrie. Une patrie qui fait partie de l'Amérique. Quand Laurendeau s'interroge «Pourquoi seul en Amérique, nous étions privés de la liberté de juger», c'est assez évident qu'il se réfère au Canada et, en particulier, au peuple canadien-français, comme faisant partie de l'Amérique. En l'occurrence, nous pouvons constater que le peuple canadien-français devait son allégeance à une terre et une patrie d'Amérique. Cette terre d'Amérique où il se sentait chez lui, où il devait se sentir libre comme l'autre terre d'Amérique (les États-Unis) et avoir le droit de choisir entre une participation volontaire ou non. Lorsque nous examinons de près les propos de Laurendeau, nous voyons que ce concept d'appar-

tenance à son américanité (canadienne-française) devient alors central dans la compréhension du refus.

Mais un refus face à qui? À l'Europe, à la Grande-Bretagne, au Canada anglais, qui était le récepteur de ce refus? C'était à notre avis un amalgame des trois. J. L. Granastein nous dit dans *Conscription in the Second World War, 1939-1945*, «The English Canadians, still feel profoundly British independent of the geographic location» (p. 45). Ainsi pouvons-nous en déduire que les Canadiens anglais ne se voient pas comme un peuple d'Amérique, mais plutôt comme un peuple encore profondément rattaché à l'Angleterre. Mitch Hepburn, chef du Parti libéral d'Ontario, disait à l'époque: «But I will go down with the flog to the masses and fight for British principles» (Granastein p. 55). Mais quel drapeau pouvons-nous nous demander? Et quels principes, ceux de la Grande-Bretagne?

Déjà, dès le 20 mars 1939, un député libéral, le colonel Fraser Hunter, présentait à la législature provinciale de l'Ontario une motion affirmant que le Canada devait appuyer toute politique de la Grande-Bretagne. La motion se lisait: «Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement de l'Ontario constate que la crise internationale actuelle en Europe exige une action immédiate de la part des nations constituantes de l'empire britannique à l'appui de toutes décisions que le gouvernement impérial jugerait à propos de prendre»⁵.

À la lumière de ces quelques citations, nous voyons que cette identification avec la mère-patrie, l'Angleterre pour les Canadiens anglais, prenait une telle importance que nous sommes en mesure de demander où était le concept d'être canadien dans tout ça. Où était l'appartenance au Canada comme état-nation et mère patrie?

C'est évident que cette vision de soi, pour le peuple canadien-anglais, était encore ancrée dans la symbolique de l'ancienne métropole, l'Angleterre, et par conséquent plutôt axée sur une perception européenne de la guerre. L'appartenance et l'allégeance étant encore à cette époque circonscrites par la symbolique de l'empire (britannique), il s'ensuit tout naturellement qu'on accepte une participation sans questionnement et on défend sans équivoque la conscription à travers le pays. «La politique étrangère canadienne est définie dans ses grandes lignes par la métropole: le Canada n'a plus de temps à perdre et doit coopérer avec la Grande-Bretagne à l'organisation de la défense de l'empire», nous disait encore le député libéral Fraser Hunter⁶.

Toute tentative de la part du Canada de remettre en question sa participation, comme son voisin du Sud, était vue comme un signe de trahison envers l'empire et l'héritage britanniques. Tout soupçon d'isolationnisme

soulevait la hantise du spectre de l'américanisation et d'avoir à abandonner «notre devoir envers la monarchie britannique». «Toute tentative par le gouvernement canadien de laisser le peuple choisir entre la participation et la neutralité se résume à créer un pan-américanisme et à faire du Canada un ami des États-Unis», ceci venant d'un député fédéral de Toronto⁷. Le Canada n'était-il pas déjà, depuis Laurier, un ami des États-Unis? Mackenzie King, alors premier ministre, n'avait-il pas une relation privilégiée avec le président des États-Unis, Franklin Delano Roosevelt?

Le Canada anglais refusait de reconnaître le Canada comme une terre d'Amérique et tenait absolument à maintenir et à consolider le lien impérial. Ceci contrairement aux Canadiens français qui considéraient le Canada comme leur patrie et que cette patrie était, géographiquement, historiquement et même culturellement, un pays d'Amérique.

Même avec l'invasion de la France en 1940, on croyait dans les milieux anglophones que ceci susciterait un sentiment d'appartenance à la mère patrie comme ce fut le cas pour le Canada anglais vis-à-vis la Grande-Bretagne; par conséquent, ceci garantirait une adhésion sans équivoque à l'effort canadien de la part des Canadiens français. Mais comme le soulignait André Laurendeau dans *La crise de la conscription*, le peuple a démontré sa sympathie avec le peuple français mais pas plus. Au contraire, comme le souligne encore Laurendeau, avec l'épisode de Pearl Harbour, le peuple s'était senti attaqué et avait eu le sentiment que la guerre était rendue chez nous.

Alors il paraît évident que les Canadiens français reconnaissaient, d'une façon parfois consciente et parfois inconsciente, qu'ils vivaient une américanité, qui leur disait qu'ils n'étaient plus Européens, ni Français et ni Britanniques. Évidemment nous étions devant deux visions, deux appartenances, deux définitions différentes de la nation et de ses citoyens.

Donc parler de la conscription pour défendre l'Empire était devenu contradictoire pour le peuple canadien-français. Ainsi la position prise par les Canadiens français était non seulement un refus de la conscription mais un refus envers l'Empire britannique, l'un des vieux vestiges de l'Europe. Le seul empire que reconnaissait le peuple canadien-français était celui qui se construisait au sud du 49^e, appartenant comme eux au Nouveau Monde.

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que les nationalistes et les élites de la société canadienne-française ont joué un rôle important dans la crise de la conscription, mais nous croyons (nos premières recherches nous le démontrent) que le portrait serait incomplet si nous n'ajoutions pas, dans ce combat du refus, l'autre aspect de notre dualité culturelle, notre

américanité. Pour comprendre la position canadienne-française dans cette affaire, l'américanité est une clé indispensable. L'américanité du peuple québécois découle de son appartenance au continent américain et le définit comme un peuple d'ici; en tant que peuple de ce côté de l'Atlantique, il a refusé de se faire imposer une conscription soutenue par un vieux modèle européen.

Bibliographie

- Armstrong, E., *French Canadian Opinion on the War, Jan. 40 - June 41*, Toronto, Ryerson Press, 1942, 44 p.
- Bertrand, Denis, *La politique extérieure du Canada et la réaction canadienne-française à la veille de la Deuxième Grande Guerre (1935-1939)*, Thèse de doctorat (Histoire), Université de Montréal, 1961, 2 vol.
- Brown, Craig, dir., *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal, 1988, 694 p.
- Granastein, J. L., *Conscription in the Second World War, 1939-1945: A Study in Political Management*, Toronto, Ryerson Press, 1969.
- Granastein, J. L., «Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription», *RHAF*, juin 1973.
- Gravel, Jean-Yves, *Le Québec et la Guerre*, Montréal, Boréal Express, 1974, 173 p.
- Hartz, Louis, *Les enfants de l'Europe: essais historiques sur les États-Unis, l'Amérique Latine, l'Afrique du Sud, le Canada et l'Australie*, Paris, Éd. du Seuil, 1968.
- Journal, *La Patrie*, 1936-1942.
- Journal, *La Presse*, 1936-1942.
- Laurendeau, André, *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962, 157 p.
- Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Histoire du Québec contemporain: le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1986, 739 p.
- Morton, Desmond, *A Military History of Canada*, Edmonton, Hurtig, 1985, 305 p.
- Wade, Mason, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Ottawa, Cercle du livre de France, 1963.

Notes

1. René Lapierre, «Traduit de l'américain» *Liberté*, 188, 32:2, avril 1990, p. 35-36.
2. Jean Morisset, *L'identité usurpée; l'Amérique écartée*, Montréal, Nouvel Optique, 1985, p. 24-25.
3. Journal, *La Patrie*, 21 janvier 1939, p. 6.
4. André Laurendeau, *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1974, p. 120.

5. Denis Bertrand, *La politique extérieure du Canada et la réaction canadienne-française à la veille de la Deuxième Grande Guerre, 1935-1939*, Thèse de doctorat (Histoire), Université de Montréal, 1961, p. 234.
6. *Ibid.*, p. 191.
7. *Ibid.*, p. 193.